



Juillet - Aout, 2013

Sommaire

SOCIETE

► **Une nouvelle ruralité émergente : Regards croisés sur les transformations rurales africaines**

► **Rapport sur les Objectifs du Millénaire pour le développement**

(P.1-3)

SCIENCES & TECHNIQUES

► **Global innovation index**

► **Le risque numérique**

(P. 4-6)

ECONOMIE

► **Renforcer la croissance résiliente et l'intégration régionale dans l'Afrique du Nord**

(P. 5-6)

ENVIRONNEMENT

► **L'Asian Development Outlook**

► **Les politiques d'efficacité énergétique en Chine, Inde, Indonésie, Thaïlande et Vietnam**

(P. 6-8)

POLITIQUE

► **Strategic Trends: Key Development in Global Affairs**

► **Armaments, Disarmament and international Security**

(P.8-10)

Contact :

Institut Royal des Etudes Stratégiques
Avenue Azzaitoune, Hay Riad
Rabat 10100, Maroc
Tél. : +212 (0) 537 71 83 83
Fax : +212 (0) 537 71 37 99
Email : contact@ires.ma

◆◆◆◆◆ SOCIETE

► **Une nouvelle ruralité émergente : Regards croisés sur les transformations rurales africaines/ CIRAD, 2013**

Source: http://www.nepad.org/system/files/WEB%20-%20Atlas%20NEPAD_Version%20fran%C3%A7aise_mai%202013%20148.pdf

Tags : | Société | Territorialité | Ruralité | Développement territorial | Afrique | Atlas |

Ce rapport dresse un état des lieux des recompositions rurales en Afrique du Nord et Subsaharienne. Il s'inscrit dans le cadre du programme « *Rural Futures du NEPAD : New Partnership for Africa's Development* » qui a pour ambition de renforcer les dynamiques territoriales et d'assurer un développement durable du continent africain.

L'Afrique a connu lors des deux dernières décennies des dynamiques de changements remarquables caractérisées par l'émergence de « nouvelles territorialités », soutenue notamment par la croissance démographique, le développement économique ainsi que l'expansion des villes.

Le rapport souligne que l'émergence de cette nouvelle ruralité africaine est le résultat du processus de croissance démographique et urbaine, de la densification de réseaux routiers et des transports, du développement des petites villes et de l'usage des moyens de télécommunication dont notamment la téléphonie mobile, etc. Toutefois, ces changements spectaculaires ne devraient pas cacher l'existence des régions isolées qui enregistrent les taux les plus élevés de pauvreté rurale et de disparités socio-économiques.

En 2010, l'Afrique a atteint un milliard de personnes, soit 15% de la population mondiale, contre 100 millions au début du XXème siècle. Un taux qui devrait doubler à l'horizon 2050 pour représenter 25% de la population mondiale. Cette dernière transition démographique mondiale constituerait un atout pour ce continent qui a été durablement entravé par son sous-peuplement. La poussée démographique concernerait aussi bien les villes que les campagnes, qui demeureraient majoritaires jusqu'à 2030.

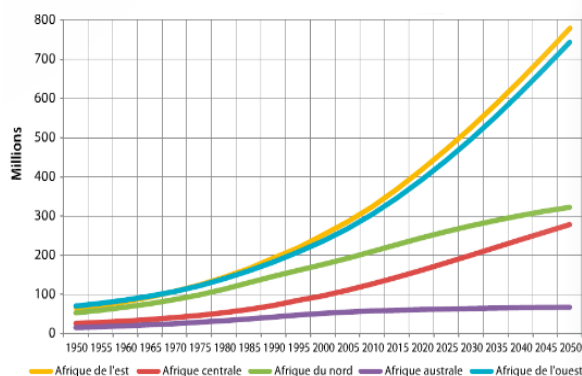


Ainsi, l'Afrique connaîtrait une montée en puissance de sa population active qui se poursuivrait jusqu'à 2050, ce qui pourrait constituer pour le continent un moteur de croissance si l'environnement économique, politique et institutionnel serait favorable à la création d'emploi.

Source : CIRAD, 2013

Fig. 1. Evolution de la population par grandes régions entre 1950-2050

Source : WPP 2010



Par ailleurs, le rapport note que l'expansion démographique africaine risquerait d'engendrer, à l'horizon 2050, des pressions environnementales, une raréfaction des ressources et des enjeux considérables de gestion des villes, accentuée par une métropolisation amplifiant les concentrations urbaines.

Sur le plan économique, la transformation des économies africaines est extrêmement lente. L'agriculture reste l'activité principale de la population rurale en Afrique, fragilisée par l'exportation massive des matières premières brutes et l'importation excessive des produits manufacturés.

Enfin, le rapport note que cette nouvelle recomposition territoriale africaine doit constituer l'ossature de politiques de développement qui se limitent aujourd'hui aux visions sectorielles. Il ajoute, également, que les politiques publiques en matière d'agriculture, de gestion de l'environnement, de la santé et de l'éducation, du développement urbain et des infrastructures doivent être intégrées dans

des approches territoriales visant à répondre aux défis ci-après :

- la création d'emplois pour une jeunesse toujours plus nombreuse ;
- la diversification des activités économiques ;
- le rééquilibrage des territoires pour éviter l'hypertrophie des villes-capitales ;
- la préservation des ressources naturelles.

► **Rapport sur les Objectifs du Millénaire pour le développement/** L'Organisation des Nations Unies (ONU), 2013

Source :

<http://mdgs.un.org/unsd/mdg/Resources/Static/Products/Progress2013/French2013.pdf>

Tags : | Société | OMD | Pauvreté | Développement humain | Santé | Education |

À travers ce rapport, l'Organisation des Nations Unies affirme que de grands progrès ont été atteints dans le cadre des objectifs du Millénaire pour le développement. Elle appelle, toutefois, à redoubler les efforts pour la concrétisation de tous les objectifs assignés avant la date butoir de 2015.

Le rapport révèle que l'engagement et les efforts fournis par les gouvernements, la communauté internationale, la société civile et le secteur privé ont été conjugués dans un cadre général du développement mondial de lutte contre la pauvreté extrême, tout comme les objectifs d'accès à l'eau potable, l'amélioration des conditions de vie des habitants vivant dans des espaces insalubres et l'égalité entre les sexes dans l'enseignement primaire.

Dans le domaine de santé, des progrès remarquables ont été enregistrés en matière de lutte contre le VIH, le paludisme et la tuberculose. A titre d'illustration, le nombre de nouveaux cas d'infections par le VIH a baissé de 25% entre 2001 et 2011. Plus de 8 millions de personnes ont reçu un traitement antirétroviral contre le VIH dans les pays en développement en 2012. Le



rapport indique que la cible des OMD relative à l'accès universel aux traitements peut être atteinte d'ici 2015 si les tendances actuelles se poursuivent.

Toutefois, le rapport note que les progrès réalisés sont encore disproportionnés non seulement à l'échelle régionale et locale, mais également entre groupes de populations appartenant au même pays. Les populations vivant dans la pauvreté ou habitant en milieu rural restent défavorisées par rapport à celles du milieu urbain : plus de 80% de la population sans accès à l'eau potable vivent dans des zones rurales, 51 % seulement des naissances en zone rurale ont été assistées par un personnel de santé qualifié, contre 84 % en zone urbaine.

La réalisation des OMD, avant la date limite de 2015, est tributaire de l'aide financière accordée par les pays riches aux pays les plus pauvres. En 2012, une baisse de 4% par rapport à 2011 du montant total des décaissements nets effectués par les pays développés en faveur des pays en développement a été enregistrée. Cette baisse qui a durement touché les pays en développement. Sur la même année, une chute de 13 % a été enregistrée dans l'aide bilatérale publique au développement accordée à ces pays. Le rapport montre, toutefois, que les pays en développement bénéficient davantage de l'allègement de la dette et de l'accès préférentiel au commerce.



◆◆ SCIENCES & TECHNIQUES

► **Global innovation index** / L'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI), 2013

Source :

http://www.wipo.int/export/sites/www/freepublications/en/economics/gii/gii_2013.pdf

Tags : **Techniques** | **Propriété intellectuelle** | **Innovation** | **GII** |

Ce rapport, publié conjointement par l'OMPI, l'Université Cornell et l'INSEAD, met l'accent sur le rôle que joue l'innovation en tant que moteur de croissance économique et générateur de prospérité susceptible de réduire les écarts de développement qui subsistent à l'échelle mondiale.

L'Indice mondial de l'innovation (GII) évalue 142 pays. Il est établi à partir de 84 indicateurs portant notamment sur la qualité perçue du système universitaire, les potentialités de micro-financement ou encore le domaine de capital-risque. Le GII représente la moyenne de deux sous-indices. Le premier permet d'évaluer des éléments de l'économie nationale favorisant des activités innovantes s'articulant autour de cinq piliers : les institutions, le capital humain et la recherche, l'infrastructure, le perfectionnement des marchés et le perfectionnement des entreprises. Le deuxième sous-indice s'appuie sur deux piliers : les résultats en matière de connaissances et de technologie et les résultats créatifs.

En dépit d'un contexte de crise économique mondiale, les investissements dans l'innovation sont demeurés importants. Les budgets alloués à la R&D (Recherche-Développement) ont connu une augmentation significative par rapport à 2008.

La suisse, le Royaume-Uni et la Suède arrivent en tête de liste. Les États-Unis d'Amérique, quant à eux, font leur retour parmi les cinq nations les plus innovantes dans le monde devancés par les Pays-Bas. La



Chine, le Costa Rica, l'Inde et le Sénégal, des pays dynamiques à faibles et moyens revenus, ont enregistré des progrès notoires en matière d'innovation illustrés par le nombre considérable de chercheurs et ingénieurs qui arrivent à former par l'application de politiques publiques fiables sur les principaux fronts : institutions, compétences, infrastructure, intégration sur les marchés mondiaux et liens avec les entreprises.

► **Le risque numérique** /Sénat français, 2013

Source :<http://www.senat.fr/compte-rendu-commissions/office-parlementaire-d-evaluation-des-choix-scient.-tech..html#curses>

Tags : Sciences | Techniques | Technologies| Numérique | Attaques | Cybercriminalité | cybersécurité | Informatique |

L'usage des nouvelles technologies numériques est devenu primordial pour toute organisation en quête de compétitivité. La Recherche et développement (R&D) dans toute organisation nécessite le recours à des applications et des modélisations de plus en plus développées permettant d'ouvrir des pistes de développement futur ou d'approfondir des points critiques pour des projets spécifiques.

Ce rapport publié par le Sénat français met l'accent sur les menaces portant atteinte à la sécurité des systèmes numériques stratégiques.

La dernière décennie a connu le quadruplement des attaques contre les systèmes d'information, qu'il s'agisse de cybercriminalité, d'espionnage, de tentatives de déstabilisation, ou de sabotage à des fins de destruction. Parmi les attaques les plus marquantes, le rapport cite, à titre d'illustration, le cas de « Stuxnet », ce virus informatique qui a contribué à une faille de sécurité par son attaque des centrifugeuses d'enrichissement de l'uranium et par conséquent a été la cause du retard dans l'avancement du programme nucléaire militaire iranien.

Selon le rapport, aucun pays n'est à l'abri de ce fléau. Les attaques numériques ne visent plus des particuliers ou des multinationales comme Google ou Microsoft mais ciblent aussi bien les gouvernements, comme en témoignent les affaires d'espionnage de Bercy, survenues à la veille de la présidence française du G8 et du G20.

Le rapport dresse une typologie des risques et menaces susceptibles de porter atteinte à la sécurité d'une nation.

Le premier type est celui de la défiguration des sites Web : un simple message de réclamation, dans lequel les offenseurs diffusent des contenus sur des sites officiels ou gouvernementaux en réponse à une politique à laquelle ils se sont opposés. Par exemple, Le rapport cite l'affaire récente de l'opération Serval au Mali où des groupes d'activistes ont affiché leurs revendications dans des sites web officiels français.

Le deuxième type de risque informatique qui peut présenter des vulnérabilités dans des systèmes nationaux à caractère politico-stratégique est le cyber-espionnage, qui porte atteinte à grande échelle à des organisations qui œuvrent dans des secteurs sensibles comme les secrets de la défense, le système bancaire, l'énergie, etc.

La dernière forme de menace informatique portant atteinte à des intérêts souverains est le cyber-sabotage. Pour illustration, le rapport cite le cas de l'affaire du ver Slammer, qui avait planté le chaos dans le système informatique de distribution d'électricité de l'Ohio et avait entraîné un blackout touchant plus de 50 millions d'abonnés américains en 2003.

Le rapport rappelle que la menace informatique n'est pas seulement un enjeu technique mais également économique. Il s'agit d'une guerre économique où la chaîne de valeur de l'économie internationale est la plus concernée par ce fléau. D'où l'importance d'intensifier les efforts en



matière de sensibilisation des administrations, des entreprises, notamment les PME et les opérateurs à activité d'importance vitale.

Enfin, le rapport encourage la création d'emplois à travers le développement des industries de la cyberdéfense, de la cybersécurité, de la cryptologie, de l'architecture matérielle et logicielle et de la production de certains équipements de sécurité ou de détection.



ECONOMIE

► Renforcer la croissance résiliente et l'intégration régionale dans l'Afrique du Nord / Banque Africaine de Développement, 2013

Source : <http://www.afdb.org/fr/news-and-events/article/afdb-group-in-north-africa-in-2013-promoting-resilience-and-inclusive-growth-12105/>

Tags : **Economie** | **Développement économique** | **Croissance économique** | **Résilience** | **Intégration régionale** | **Afrique du Nord** |

A travers ce rapport, la Banque Africaine de Développement appelle les économies d'Afrique du Nord à consolider et renforcer leur résilience pour faire face aux différentes crises et d'assurer leur stabilité économique et sociale.

Le rapport considère la résilience comme étant la pierre angulaire de la croissance, permettant d'atténuer l'impact des crises actuelles (crise alimentaire, crise financière, printemps arabe) en adoptant des politiques publiques adéquates.

Le degré de la vulnérabilité des Etats face aux crises est le résultat de facteurs « structurels » ou « induits ». L'aptitude d'un pays à y faire face dépend, en grande partie, de sa « capacité d'adaptation » liée à son accès aux ressources et de sa gestion et contrôle, en période de crise. Le rapport souligne que l'absence d'une solide « capacité d'adaptation » dans un pays pourrait produire des vulnérabilités fragilisant son

économie aux répercussions d'une crise éventuelle.

S'agissant des mesures d'adaptation entreprises par les Etats d'Afrique du Nord, le rapport signale la lenteur des solutions adoptées pour faire face à la crise alimentaire de 2007 et l'absence d'une stratégie ciblée des populations les plus touchées par la flambée des prix des denrées alimentaires. Au niveau macroéconomique, les pays d'Afrique du Nord ont assez bien résisté à la crise financière mondiale de 2009. Toutefois, la crise a eu des effets néfastes sur le plan microéconomique, en particulier pour les PME, les travailleurs du secteur informel et les ménages les plus démunis.

Les soulèvements et les contestations populaires dus au printemps arabe, survenus en 2011, ont contraint les gouvernements d'Afrique du Nord à relancer le processus de la transition politique, tout en portant plus d'attention aux besoins des plus démunis et des chômeurs.

Le rapport formule, ainsi, une série de recommandations pour améliorer la croissance résiliente à court et moyen termes:

- **Renforcer la capacité d'adaptation :**

-revoir les politiques et programmes sociaux pour un meilleur ciblage et protection des ménages démunis et vulnérables ;

-réformer les systèmes éducatifs et d'aider les institutions étatiques à restaurer la confiance et l'inclusion sociale.

- **Diminuer la vulnérabilité systémique :**

-multiplier les efforts des partenaires commerciaux et financiers ;

-investir dans l'agriculture et les sources d'énergie alternatives ;

-favoriser le développement des PME locales.



- **Développer les moteurs d'une croissance équitable :**

*-maintenir le processus de libéralisation du commerce et de privatisation, tout en veillant à prendre les mesures à même d'atténuer les risques associés à l'intégration mondiale ;
-abolir les barrières juridiques et réglementaires qui entravent la croissance de l'innovation, du secteur privé et de l'emploi ;
-et de promouvoir la diversification sectorielle afin de favoriser une croissance économique à grande échelle.*

Enfin, le rapport rappelle que l'adoption d'une stratégie de croissance résiliente pour les pays de l'Afrique du Nord est indispensable face aux crises qui ravagent la région. De surcroît, une stratégie de croissance permettra à l'Afrique du Nord de s'inscrire dans une trajectoire de croissance stable, durable et équitable.



◆◆◆ ENVIRONNEMENT

► **Asian Development Outlook** / La Banque Asiatique de Développement, 2013
Source : <http://wcm.adb.org/publications/asian-development-outlook-2013-asias-energy-challenge>
Tags : Environnement | Énergie | Consommation mondiale d'énergie | Énergie primaire | Asie |

L'Asie connaît, depuis les cinq dernières décennies, une véritable mutation historique marquée par des progrès notoires en matière de politique de développement. Si les tendances actuelles se poursuivraient, le continent asiatique, serait la première puissance économique mondiale et pourrait, d'ici 2050, compter plus de 50% du PIB mondial, du commerce et de l'investissement.

Dans cette marche vers la prospérité, l'Asie devrait affronter des défis majeurs de diminution des inégalités croissantes, de maintien des taux de croissance élevés et surtout d'atténuation de la dégradation de l'environnement dans la course intensifiée

d'approvisionnement en ressources naturelles.

Ce rapport consacre un dossier thématique aux défis énergétiques en Asie.

Sur le plan énergétique, en 2010, le continent asiatique représentait, à lui seul, 34 % de la consommation mondiale d'énergie. En se basant sur les hypothèses retenues quant à l'évolution de l'intensité énergétique, le rapport met en relief deux projections concernant la part de l'Asie dans la consommation mondiale d'énergie primaire à l'horizon 2035.

Le scénario tendanciel prévoit une part de 51% en développement dans la consommation mondiale d'énergie primaire en 2035. Ce scénario est basé sur une hypothèse optimiste qui entrevoit une baisse annuelle moyenne de 3,2 % de l'intensité énergétique, dont le niveau dans les deux prochaines décennies serait équivalent à 45 % de ce qu'il était en 2010.

Selon un autre scénario moins optimiste, la part de l'Asie en développement dans la consommation mondiale d'énergie primaire en 2035 se hausserait à un taux de 56 %. L'hypothèse retenue prévoit une réduction annuelle moyenne de 2,47 % de l'intensité énergétique qui est conforme à la tendance constatée lors de la décennie 1990-2000.

Selon les deux scénarios établis par la BAD, la consommation énergétique de l'Asie doublerait entre 2010 et 2035, et ce malgré les améliorations substantielles d'efficacité énergétique entreprises et le ralentissement de la croissance démographique.

Le doublement de la consommation énergétique constituerait un défi majeur pour le continent asiatique. La ADB conditionne l'affirmation du scénario « siècle de l'Asie » et la réalisation de son potentiel de croissance par la mise en œuvre de trois piliers fondamentaux de la sécurité énergétique. Il propose de :



1. garantir sa sécurité d'approvisionnement pour éviter les chocs externes en exploitant de nouvelles technologies et sources d'énergie ;
2. intervenir dans le mix énergétique de la région afin de freiner la hausse de la consommation de combustibles fossiles ;
3. Faciliter l'accès à l'énergie pour les plus pauvres est une des clefs d'une croissance durable.



POLITIQUE

► Strategic Trends: Key Development

in Global Affairs/ Center for Security Studies, 2013

Source: URL:

www.css.ethz.ch/publications/pdfs/Strategic-Trends-2013.pdf

Tags : Politique | Tendances | Stratégies | Sécurité |

Ce rapport de prospective publié par le Center for Security Studies, think tank suisse basé à Zurich, met en relief les grandes tendances stratégiques en matière de politique de sécurité qui structureraient le monde dans les prochaines décennies.

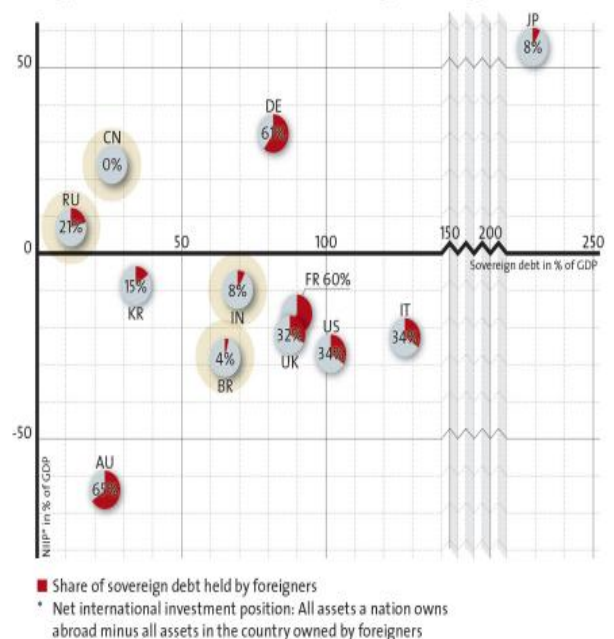
Le rapport explore l'évolution d'un système international polycentrique qui nécessiterait la redéfinition du leadership au niveau mondial, annonçant ainsi l'avènement progressif d'un monde post-américain mettant fin à l'ordre unipolaire et à l'hyperpuissance « américaine ». Le rapport souligne que les Etats-Unis seraient incapables de s'adapter aux nouveaux rapports de forces établis à cause, notamment, des dysfonctionnements de leur système politique paralysant leur processus décisionnel.

Le rapport se concentre sur quatre tendances stratégiques qui façonneraient le monde lors des décennies à venir.

- **La désoccidentalisation de la mondialisation (The De-Westernisation of Globalisation)**

Cette tendance prévoit que le modèle économique des économies avancées serait fragilisé davantage par la crise économique qui affecte l'Occident et fragmente le système commercial multilatéral. La promotion du libre-échange n'est plus une priorité pour les pays industrialisés qui ne chercheraient que la résolution de leurs problèmes au niveau interne.

Sovereign debt and the national reliance on foreign financing



Sources: US Treasury, Federal Reserve Bank of St. Louis, IMF, Eurostat

Source : CSS, 2013

- **L'insécurité maritime en Asie orientale (Maritime Insecurity in East Asia)**

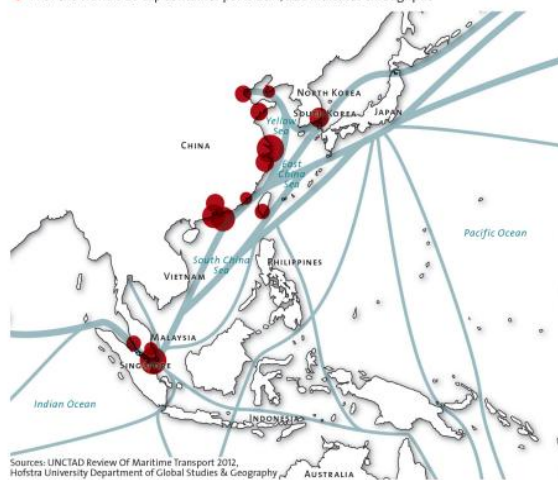
L'Asie Orientale constitue aujourd'hui l'un des foyers de tension touchant la région du Pacifique, la plus peuplée et la plus active à l'échelle mondiale. La montée en puissance de la marine chinoise et sa supériorité militaire ne cessent de s'amplifier en imposant son contrôle et sa souveraineté sur un chapelet d'îles et de récifs contesté par le Vietnam, la Malaisie et les Philippines. Ces pays, voisins de la Chine, souhaitent mettre en place un arbitrage international



représenté par les Etats-Unis. Ce qui risquerait d'enclencher une dynamique de suspicion entre les Etats-Unis et la Chine qui se cristallise autour du territoire taiwanais.

Main shipping lanes in East Asia

● 14 of the world's 20 top container ports 2011, size indicates throughput



Source : CSS, 2013

- **Les mutations des paramètres de gestion militaire des crises (Shifting Parameters of Military Crisis Management)**

La gestion militaire des crises par les puissances occidentales se manifesterait par un recours aux forces locales ou aux coalitions régionales plutôt que de s'engager dans des interventions militaires lourdes.

- **La glocalisation d'Al Qaïda (The Glocalisation of Al Qaedaism)**

La matrice de l'organisation d'Al Qaïda s'est affaiblie après la mort de son dirigeant suprême, Oussama Ben Laden. Néanmoins, l'empreinte idéologique de cette organisation structurée ne cesse de se manifester par une fragmentation de son réseau et une réorganisation orientée de l'action djihadiste sur une échelle régionale.

► Armements, Disarmement and international Security / Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI), 2013

Source: <http://grip.org/sites/grip.org/files>

Tags : Politique | Géopolitique | Tendances | Sécurité | Armements | désarmement |

A travers ce rapport, le SIPRI analyse les tendances et les développements marquants en matière de sécurité internationale. Le rapport met en relief trois tendances majeures qui sous-tendent un nouvel ordre sécuritaire mondial.

La première tendance concerne les contraintes liées aux puissances établies. Dans un contexte de restrictions économiques et d'austérité budgétaire, ces puissances, notamment les États-Unis et leurs alliés transatlantiques, ont continué à relever les défis sécuritaires mondiaux et régionaux. Néanmoins, le rapport souligne que les changements de régimes survenus dans le monde arabe ont renforcé le rôle de ces puissances notamment l'intervention en Libye mandatée par l'ONU et menée par l'OTAN. A noter, que ces opérations traditionnelles de paix devraient être remplacées dans les années à venir par des missions plus courtes et moins coûteuses.

La deuxième tendance est liée à l'émergence de nouvelles puissances et d'acteurs non étatiques. En effet, ces derniers se sont dotés de capacités économiques, politiques et militaires considérables à même de déstabiliser l'ordre mondial et de provoquer des conflits et des guerres contre les civils. La lutte contre ce genre d'acteurs non étatiques nécessite une entente et une coopération entre les puissances établies et émergentes afin d'assurer la stabilité et la paix au niveau mondial.

La dernière tendance soulignée par le rapport porte sur le rôle des institutions multilatérales à assurer et à appliquer les normes de stabilité et de sécurité à l'échelle planétaire. Les contraintes financières ont largement réduit la capacité de ces



institutions à atteindre les objectifs prescrits d'où la nécessité de se tourner vers des solutions moins militarisées pour résoudre les conflits et les défis sécuritaires.

Selon le classement établi par le SIPRI, la première place est occupée par les Etats-Unis (30% des exportations). Viennent

ensuite la Russie (26%), l'Allemagne (7%) et la France (6%). "Le déclassement du Royaume-Uni par la Chine est le premier changement dans la composition des cinq premiers exportateurs dans les 20 dernières années.



INDEX DES TAGS

| | |
|-----------------|---|
| I | |
| Tendances | 8 |

| | |
|-----------------------|---|
| A | |
| Afrique | 1 |
| Afrique du Nord | 5 |
| Armements | 8 |
| Asie | 6 |
| Atlas | 1 |
| Attaques | 4 |

| | |
|---------------------------------------|---|
| C | |
| Consommation mondiale d'énergie | 6 |
| Croissance économique | 5 |
| Cybercriminalité | 4 |
| cybersécurité | 4 |

| | |
|--------------------------------|---|
| D | |
| Désarmement | 8 |
| Développement économique | 5 |
| Développemnt humain | 2 |
| Développemnt territorial | 1 |

| | |
|------------------------|---|
| E | |
| Economie | 5 |
| Education | 2 |
| Énergie | 6 |
| Énergie primaire | 6 |
| Environnement | 6 |

| | |
|--------------------|---|
| G | |
| Géopolitique | 8 |
| GII 3 | |

| | |
|-----------------------------|---|
| I | |
| informatique | 4 |
| Innovation | 3 |
| Intégration régionale | 5 |

| | |
|-----------------|---|
| N | |
| Numérique | 4 |

| | |
|-----------|---|
| O | |
| OMD | 2 |

| | |
|--------------------------------|------|
| P | |
| Pauvreté | 2 |
| Politique | 7, 8 |
| Propriété intellectuelle | 3 |

| | |
|------------------|---|
| R | |
| résilience | 5 |
| Ruralité | 1 |

| | |
|------------------|------|
| S | |
| Santé | 2 |
| Sciences | 4 |
| Sécurité | 7, 8 |
| Société | 1, 2 |
| Stratégies | 7 |

| | |
|----------------------|------|
| T | |
| Techniques | 3, 4 |
| Technologies | 4 |
| Tendances | 7 |
| Territorialité | 1 |

